FACULTÉ
LETTRES,
SCIENCES HUMAINES
Université Catholique
de Lille *1875*

MUSE

Think tank CCE/FLSH International Compass

L'Amérique latine : entre instabilité politique et potentiel économique

Défis

Une région instable et contrastée

- Instabilité politique marquée (populismes, dérives autoritaires) dans des pays comme le Venezuela ou le Nicaragua
- Fragilité institutionnelle, corruption et insécurité (ex : Colombie, Mexique)
- Dépendance aux matières premières (pétrole, cuivre, lithium)
- Risques économiques : inflation, instabilité réglementaire, volatilité monétaire (notamment en Argentine)
- Influence des grandes puissances et rivalités économiques

Opportunités

Un marché attractif et riche en ressources

- Marché de plus de 600 millions d'habitants avec flux d'investissements élevés
- Richesse en ressources naturelles (énergie, minerais, agriculture)
- Pays attractifs et stables comme le Chili (économie ouverte, accords commerciaux)
- Potentiel de croissance dans des pays en transition comme l'Argentine
- Développement de secteurs porteurs : énergie, agriculture, tourisme, infrastructures
- Position stratégique pour le commerce régional et international

Solutions

Adopter une stratégie prudente et adaptée

- Cibler les pays les plus stables (ex : Chili)
- Mettre en place des partenariats locaux solides
- Intégrer les risques politiques, juridiques et sécuritaires
- Assurer une veille constante et une conformité réglementaire stricte
- Diversifier les investissements et privilégier une implantation progressive
- Anticiper les risques liés à la corruption, à l'instabilité et à la sécurité

Note de synthèse réalisée suite à la table-ronde Regards croisés *Rivalités des grandes puissances et commerce international* entre enseignants-chercheurs (FLSH-MUSE), Conseillers du Commerce Extérieur de France (CCEF) et étudiants en Master Relations internationales (AMRI), dans le cadre du Think tank CCEF Comité des Hauts-de-France et la Chaire de Recherche en Mondes Emergents (CReME) le 8 décembre 2025.

Contexte global

À l'ère des bouleversements planétaires, l'incertitude plane sur les investisseurs. Sécurité des marchés, stabilité des normes, pérennité des placements ; ce sont quelques-unes des priorités recherchées aux quatre coins du monde. Est-ce l'Amérique latine à la hauteur des attentes ? La région vit l'une des périodes les plus contrastées dans ce premier quart du siècle. Si le temps des dictatures militaires du XXe siècle semble révolu, l'heure est venue aux populismes à tendance autoritaire, phénomène qu'assombrie l'avenir des pays.

Alors que l'effondrement de l'URSS semblait offrir un grand avenir au libéralisme, le Forum de São Paulo structurait des stratégies progressistes visant la soutenabilité de la gauche dans le panorama latino-américain : c'était la naissance du socialisme du XXIe siècle, un socialisme blanchi des échecs du passé et exalté et revendiqué comme un chemin à suivre malgré l'éclatement du communisme. A défaut de la tutelle soviétique, cette nouvelle gauche misait l'essentiel de son existence et la conquête du pouvoir par l'hégémonie culturelle inspirée par Gramsci, Althusser, entre autres (Kaiser, 2014). C'est alors que la vague populiste de gauche se réinvente à grand éclat avec le soutien idéologique de Castro, la façade diplomatique de Lula et, plus tard, le financement de Chavez avec le pétrole. Leur principal instrument, la démagogie, remplaçant la lutte armée violente propre des premiers combats dans la course pour le pouvoir. Venezuela ouvre le chemin avec l'arrivée de Chavez après une élection démocratique, suivi par le reste des pays de l'Amérique latine. L'illibéralisme a fait le reste, changements de règles, modification des constitutions, monopolisation de pouvoirs, nationalisations, arbitrarités. Trente ans après, les résultats de cet essai fiévreux est palpable : tyrannies au Nicaragua et Venezuela, faillites économiques en Argentine, instabilité institutionnelle en Bolivie, Pérou et Chili, alliances criminelles en Colombie et Mexique, scandales de corruption au Brésil, Équateur. La déstabilisation est générale laissant l'entreprenariat en marge des opportunités.

Cette expérience n'a laissé aucun doute sur la véritable nature de l'imposition progressiste : des économies dominées par les maladresses des États tout-puissants, rapaces et inefficaces. La gauche a survécu à l'éclatement soviétique tout en se paradant des idéologies utopiques et des promesses illusoires (Revel, 2000), et installant des politiques planistes, des pratiques contraires à la logique des marchés (Hayek, 2013).

Trente ans après, la pendule reprend sa position initiale confirmant ainsi le cycle évoqué par Sarkar et sa vision de l'Histoire (Batra, 1988). Face au chaos, une tendance de droite autoritaire émerge aux quatre points du globe. Excédés par les maladresses de l'État, l'inefficience et la corruption de ses dirigeants — mais aussi les idéologies du wokisme, le mépris de la personne, les doctrines égalitaires, écologistes, animalistes, féministes,

sexistes et tant d'autres — de nouvelles tendances libertariennes s'ouvrent chemin dans la scène politique. En Amérique latine l'éventail est large : on l'a vu avec le style controversé de Bolsonaro au Brésil, le personnalisme autoritaire de Bukele au Salvador et de Noboa en Équateur, le style extravagant des pratiques minarchistes de Milei en Argentine. On attend avec expectative l'arrivée du président élu d'ultra droite Kast au Chili et la prochaine élection présidentielle en Colombie où deux des favoris de la droite dure — Valencia et De la Espriella — tentent de barrer le chemin aux politiques désastreuses de l'ancien guérillero Petro.

La tonalité de l'avenir de la région semble avoir été donnée par Trump au Venezuela. S'il est vrai que la tête de Maduro est neutralisée, le régime, quoique fragilisé, est encore en vie. La stratégie des États-Unis se focalise dans un premier temps sur le contrôle du pétrole. Malgré la déception de nationaux et de plusieurs pays voisins, certains analystes assurent que c'est une étape nécessaire pour garantir des conditions favorables au retour d'une démocratie accomplie.

Cette décision est le reflet d'une pratique propre aux États Unies dans le continent, non pas celle de la *doctrine Monroe* de 1823, erronément évoquée à tout va par les journalistes du monde, mais par le *Corolaire Roosevelt* de 1904. Celui-ci stipule que les États-Unis peuvent intervenir en Amérique latine si un État de la région ne parvient pas à maintenir l'ordre ou à honorer ses engagements internationaux (Rangel, 1975). Derrière cette politique du « Grand bâton », se cachent des intérêts économiques de grande envergure. Il s'agit, au Venezuela, de la récupération des investissements misés dans le pays à la veille du régime Chaviste et qui ont été ensuite gelés par la révolution bolivarienne. L'intervention militaire à Caracas présage un démarrage économique imminent, à en croire les premières déclarations de l'administration Trump, faisant le bonheur aussi bien de la population locale que de la Colombie —principal partenaire économique du pays —, ainsi que du reste des pays voisins de la région.

Dans cet ordre d'idée, le sous-continent expérimente actuellement de perspectives de changements qui tendent vers l'économie de marché. Nous évoquerons quelques exemples ici, partant d'un état de lieu large ; depuis la traditionnelle économie libérale de Chili qui a favorisé sa réussite enviable, jusqu'à la tyrannie socialiste de Venezuela et l'indescriptible économie massacrée. Dans ces deux pôles, on trouve le cas argentin et les ruineuses politiques progressistes du péronisme. La situation de la Colombie et l'administration ratée de Petro liée à la corruption et les alliances avec la criminalité qui ont mis à genoux le pays. C'est un cas semblable avec le Mexique et les deux derniers gouvernements populistes et ambigus de Lopez Obrador et de Sheinbaum.

Dans une Amérique latine en changement permanente, et ce depuis des lustres, il est fondamental de situer quelques repères appropriés pour des entreprises et des entrepreneurs désireux d'opportunités. La région représente un marché de près de 670 millions d'habitants. La CEPAL (ONU) et l'UNCTAD (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) avancent un chiffre approximatif pour 2024 d'entre 164 et 189 milliards de dollars d'investissements directs de l'étranger (IDE). Les principaux pays bénéficiaires étant le Brésil en premier lieu, suivis du Mexique, puis un troisième niveau constitué par la Colombie, le Chili et l'Argentine.

Un dernier point, ce flux mondial de capitaux constitue un record historique pour la région. Malgré les aléas changeants internes, le sous-continent reste un territoire attractif pour les entreprises et les puissances mondiales. On constate l'arrivée des Chinois, désireuse de devenir le partenaire numéro un de la région, devant l'Espagne. On remarque les intérêts croissants de la Russie, principalement au Venezuela, mais aussi au Nicaragua, Cuba ou Brésil. Ce regard des puissances ne porte pas seulement sur l'influence diplomatique ou militaire ; elle l'est aussi en matière des ressources économiques, de matières premières. N'oublions pas que certains pays contiennent de riches gisements de pétrole et de lithium, principalement, mais aussi de charbon et de cuivre. Sans laisser de côté les opportunités agricoles de grandes plaines de Brésil et d'Argentine, objet actuel de controverse après la signature du traité de libre-échange de Mercosur avec l'Europe.

LE CHILI

Contexte et Opportunités

Le Chili est l'un des marchés les plus ouverts et les plus stables d'Amérique latine ; il compte avec des infrastructures modernes et un cadre réglementaire proche des standards européens. C'est un pays qui a le potentiel pour attirer de nombreux investisseurs étrangers.

Le Chile c'est d'abord une économie ouverte et attractive. En effet, en 2023, l'UE et le Chili ont modernisé leur accord d'association, ouvrant davantage le marché européen aux produits chiliens. Le pays compte 34 accords de libre-échange couvrant 65 pays, ce qui en fait une véritable porte d'entrée vers l'Amérique du Sud. Preuve de son attractivité, près de 300 entreprises françaises sont déjà implantées dans le pays. Le Chili bénéficie également d'une fiscalité non discriminatoire et d'une inflation maîtrisée, ce qui rassure les investisseurs.

Le pays compte avec l'un des taux d'inflation le plus bas du continent avec 3,5% annuel vers la fin de 2025. La tendance à la baisse est globale dans toute la région, ce qui place les objectifs de la Banque centrale (BCCh) vers le 3% pour 2026.

Les Menaces

Le pays présente une économie globalement stable mais présente aussi des vulnérabilités. En effet, le pays est noté *A avec perspective « stable »* par Standard & Poor's (S&P), *A2 avec perspective « stable »* par Moody's Investors Service et *A- avec perspective « stable »* par Fitch Ratings. Ces notations indiquent une bonne solidité en vue de crédits à venir et un niveau de risque bas à modéré pour le paiement de la dette. Le ministère des Finances souligne également l'importance d'avoir adopté de mesures fiscales et monétaires consistantes liées à un bas niveau global d'endettement d'un 37% du PIB, sans qu'elle dépasse le 45% pour les années à venir. Les calculs indiquent que la croissance pour l'année qui vient de finir sera de 2.5% et les projections pour la période comprise entre 2026 et 2028 aura un léger ralentissement pour atteindre le 2.3%.

Pourtant, la dépendance aux matières premières est importante. Les exportations de cuivre représentent 11 % du PIB et 39 % de ces exportations sont absorbées par la Chine. Ce qui rend le pays relativement exposé aux chocs externes (taux de change, contexte international, volatilité financière).

Les préconisations

Ainsi les entreprises doivent d'abord s'appuyer sur la stabilité institutionnelle du Chili et maîtriser son cadre réglementaire afin de sécuriser leurs opérations. Elles ont aussi tout intérêt à exploiter les nombreux accords de libre-échange chiliens, qui offrent un accès privilégié à la plupart des grands marchés mondiaux. L'investissement bénéficierait en priorité les secteurs porteurs tels que les énergies renouvelables, l'hydrogène vert, l'agro-industrie ou les technologies.

En outre, nouer des partenariats locaux, constitue un levier essentiel pour s'intégrer au marché et gagner en crédibilité. Il est fort conseillé d'avoir une bonne préparation fiscale, un accompagnement juridique local et une politique de recrutement adaptée au marché chilien renforcent la réussite d'une implantation durable.

Conclusion : Le Chili est un modèle d'économie ouverte et plutôt stable en Amérique latine. Cependant, il est fortement conseillé de diversifier l'économie vers les services, l'innovation et les énergies renouvelables pour réduire la dépendance aux matières

premières comme le cuivre. Ces secteurs présentent autant d'opportunités pour les entreprises qu'ils sont porteurs et en voie de développement.

LE VENEZUELA ET LA COLOMBIE.

Contexte et opportunités

Le contraste est grand avec le Chili. D'une part, le Venezuela a changé de voie sous Chavez à la fin du siècle dernier, coupant ainsi les liens avec l'économie de marché et misant sur une stratégie planifiée par l'État. Les nationalisations sont arrivées en masse, les règlementations ont asphyxié l'économie et la bureaucratie a semé le pays de corruption et de chaos. L'exploitation du pétrole, seule ressource significative du pays, a été anéantie par la mainmise des militaires incompétents à la tête de PDVSA (Petróleos de Venezuela, S.A.).

De son côté, la Colombie possède une économie plus diversifiée. Certes le Pétrole est la principale ressource, de la main du charbon et de l'or. A différence du Vénézuéla, la Colombie a misé sur les secteurs secondaire et tertiaire d'une manière plus dynamique : l'agroalimentaire, les textiles et la chimie, ont été d'une grande importance dans le pays. Et c'est dans le secteur touristique — en plein développement —, le commerce, le secteur financier et l'économie numérique, que le pays a généré le gros de son PIB.

Il est fondamental de souligner la position géographique de ces deux pays. Situés au milieu de deux hémisphères, nord et sud, ils sont un atout en tant qu'hub d'échanges continentaux. L'aéroport ELDORADO de Bogota, est le plus fréquenté de l'Amérique latine avec plus de 45 millions de passagers en 2024, bien au-delà de Mexico ou de Sao Paolo, faisant de lui un point de connectivité très importante, non seulement pour les passagers mais aussi pour les marchandises. SKYTRAX (Audit international du transport aérien) a catalogué l'aéroport comme le meilleur aéroport du sous-continent.

D'autre part, les facteurs tropique/topographie andine, puis, la présence d'un océan et d'une mer, font de ces pays de territoires variés, riches et paradisiaques, ce qui favorise non seulement la production agricole extrêmement diversifiée, mais aussi l'attractive touristique. Mise à part la léthargie vénézuélienne dans la matière, à cause du socialisme tyrannique de Maduro, la Colombie présente de plus en plus de signes de développement importants en hôtellerie et restauration, mais aussi en offre d'itinéraires d'intérêt naturel et culturel.

Menaces

La forte dépendance au pétrole reste le principal point faible de ces deux pays. La prétention des États-Unis de relancer l'économie des hydrocarbures au Venezuela est une aubaine pour alimenter les caisses de la nation. Pourtant, le régime absolutiste est toujours en place. Les dirigeants du pays et de la pétrolière ne sont pas prêts à lâcher le contrôle de cette industrie. Les pratiques vicieuses sont profondément ancrées. Puis, la diversification de l'économie est une initiative que prend du temps, principalement dans un régime à profil socialiste dont la réglementation exacerbée tend vers le blocage économique.

La Colombie entre 2022 et 2026, a été dirigée par un gouvernement progressiste, celui de Gustavo Petro. Ses politiques focalisées sur le « changement », n'ont dépassé le stade linguistique, car les graves problèmes administratifs n'ont fait que s'aggraver : nationalisation de la santé et des retraites, réformes tributaires absurdes, augmentation exagérée du SMIC dépassant les paramètres économiques viables, transition énergétique ratée, corruption multipliée et connivence ouverte avec la criminalité, sont quelques-unes des points noirs du pays.

Et la cerise sur le gâteau, si ce n'est pas le gâteau lui-même, est la perméabilité du narcotrafic dans les sphères économiques et politiques. Sous prétexte de « paix totale », étendard de candidature de Petro, les divers groupes criminels de tous bords, ont été favorisés par le gouvernement, se sont revitalisé et pris le pouvoir dans certaines régions du pays. De plus, la perméabilité de la frontière avec le Venezuela a permis un flux permanent et complice des autorités de ce pays des groupes armés qui déstabilisent la région. À l'intérieur de la Colombie la criminalité est débordée, puis, avec la concomitance d'autres pays à part le Venezuela, comme le Mexique et l'Équateur, elle est devenue une multinationale.

Préconisations

Les deux pays méritent l'observation attentive de son évolution. La capture du dictateur Maduro présuppose une chute prochaine de ses complices. Mais rien n'est sûr pour un régime enivré de pouvoir, de luxure et d'arrogance. Dans l'idéal, la mise en place d'un establishment garant des droits les plus fondamentaux serait la meilleure option. Il permettrait le démarrage d'un marché à la hauteur des attentes des investisseurs. La Colombie attend ce passage avec illusion, sachant que pour elle, le Venezuela est peut-être le principal partenaire commercial ; avant l'an 2000, les échanges dépassaient plusieurs milliards de dollars par an.

Pour la Colombie, d'autres enjeux sont à l'ordre du jour. L'année 2026 est celle d'échéances électorales : des législatives en mars et les présidentiels en mai-juin. Si le chaos de l'exécutif sortant est dans son apogée, les attentes de la population pour un virage vers la droite sont grandes. Si bien les partisans de la continuité atteignent le 30%, l'opposition réelle peut atteindre entre 40 et 50% ce qui se traduit par un changement radical de cap. Un gouvernement ouvertement pro entreprise, pro investissements, pourrait bien se profiler à l'horizon proche.

Dans ce panorama il est fortement recommandé de consulter des conseillers juridiques et fiscaux, car la réglementation du pays est complexe et en constante transformation. La législation de travail vient de vivre des changements profonds qui engagent la pérennité des emplois. L'augmentation des impôts semble une réalité à cause d'un « état d'exception » inventé à la hâte pour financer les élections prochaines. Les normatives du commerce international traverse une période d'ajustements à cause de nouvelles taxes des États-Unis. Il est conseillé de conformer un réseau local à travers des chambres de commerce et de salons ce qui faciliterait les affaires grâce à la culture économique locale basée sur la confiance et les alliances stratégiques. Il faut savoir qu'il existe une pénurie de main-d'œuvre qualifiée, notamment dans les secteurs de l'ingénierie et la haute technologie.

Et pour finir, il ne faut pas négliger les risques liés à la violence. Il est préférable de bien se renseigner sur les zones à éviter pour des risques liés aux bandes criminelles qui agissent dans certaines régions. Dans la même optique, les alliances avec des partenaires locaux permettent de mieux gérer les pratiques de corruption assez courantes à plusieurs instances de la société.

L'ARGENTINE

Contexte et opportunités

L'Argentine du XXIe siècle est confrontée à une série de défis économiques tels que l'inflation, la dette extérieure, les inégalités sociales et le manque d'investissements dans les infrastructures, l'éducation et la technologie. Pour surmonter ces défis, elle doit mettre en œuvre des politiques qui favorisent la stabilité macroéconomique, l'investissement, l'éducation, la technologie et l'inclusion sociale.

Les aléas du pays sont multiples : la période comprise entre 1880 et 1914, connue sous le nom d'âge d'or de l'Argentine, a été une période de transformation et de croissance sans précédent. Pourtant, la décennie 1930 a marqué un tournant dans l'histoire économique argentine. La Grande Dépression, qui a durement frappé les économies environnantes, a eu un impact dévastateur sur l'Argentine. La chute des prix des exportations agricoles, la

diminution des investissements étrangers et la réduction du commerce international ont conduit à une profonde crise économique.

À partir de 1946, Juan Domingo Perón marque un nouveau chapitre dans l'histoire économique du pays. Il met en œuvre une série de politiques économiques visant à promouvoir le développement industriel, améliorer les conditions de vie de la classe ouvrière et réduire les inégalités sociales. C'est une politique encadrée dans la philosophie populiste du *justicialisme* : nationalisations, régularisation de prix, salaire minimum, avantages sociaux, enfin, intervention étatique de l'économie.

La seconde moitié du XXe siècle a été marqué par le péronisme, jusqu'à l'arrivée en 2001 de l'une des crises des plus graves que l'Argentine ait connues. La combinaison d'une dette extérieure insoutenable, de la crise financière internationale, de politiques économiques erronées et du manque de confiance dans le système financier, a conduit à un effondrement économique et social. On a mis en œuvre, ensuite, un ensemble de mesures pour stabiliser le pays, telles que la renégociation de la dette extérieure, la dévaluation de la monnaie et l'application de politiques d'ajustement fiscal. Ces mesures n'ont pas donné des résultats positifs, car l'Argentine a atteint une inflation galopante de 250% en janvier 2024. Les politiques paternalistes, la corruption, le débordement de la dette n'ont fait qu'aggraver la situation.

L'arrivée de Milei est perçue comme une bouffée d'air pour l'économie. Les entreprises et les investisseurs approuvent ses politiques — radicalement opposés au péronisme et les mauvaises administrations des Kirchner et de Fernandez —basées sur l'idée de réduire la taille de l'État, source de tous les maux. C'est ce qu'on appelle le minarchisme. Il se déclare un libertarien radical, politique qui argumente ses actions par des privatisations, l'austérité budgétaire, la dérégulation de l'économie et du commerce international, la baisse des impôts, la flexibilité du marché du travail, entre autres mesures. L'objectif étant de stabiliser l'économie, réduire l'inflation, éliminer le déficit public, attirer les investisseurs et rendre l'économie plus compétitive.

Menaces

Nombreuses sont les menaces qui planent sur l'Argentine, malgré son énorme potentiel économique. Le pays ne manque pas de ressources énergétiques (gisements de gaz et de pétrole) ni de réserves de lithium. Il est une puissance reconnue dans le secteur de l'agriculture et l'élevage intensif. Et ce qui est important, le niveau éducatif de la population est relativement élevé, ce qui le positionne dans un niveau enviable de capitale humain : main-d'œuvre qualifiée disponible.

Les points faibles que défavorisent les investisseurs sont la fragilité institutionnelle. On constate des changements fréquents de politiques économiques. Les lois, les taxes, les restrictions, les normes sanitaires, les quotas, etc., sont à la merci des échéances électorales. D'autre part, malgré les efforts de l'administration Milei, le taux d'inflation reste encore élevé, avoisinant fin 2025, le 30% (bien meilleur pourtant que le 250% des débuts de son mandat). L'instabilité n'est pas encore au rendez-vous, créant de l'incertitude pour les investisseurs. Les entreprises ont du mal à faire des prévisions pour les coûts de production, les salaires, les rendements. Il est important de surveiller également le taux de change : les dévaluations sont fréquentes et l'on peut se trouver face aux différents taux, si l'on tient compte de l'officiel, du financier, le parallèle… Nous pensons qu'avec Milei, la sécurité juridique pourrait être garantie, mais il faudrait se souvenir des expériences passées, où les nationalisations, le contrôle de prix, la justice politisée et lente, étaient des pratiques fréquentes.

Préconisations

Investir en Argentine exige un bon niveau de résistance aux risques. Ceux qui cherchent la stabilité normative, le placement sans protection, prier de s'abstenir. Il est fondamental de préciser les règles et de se doter d'issues possibles pour prévenir les aléas institutionnels. Par exemple, il faudrait ne pas négliger que la population s'est nettement appauvrie ces dernières décennies, ce qui entraine clairement des revendications sociales, de grèves, et une certaine résistance à des reformes structurelles. Ces manifestations pourraient bloquer de projets ou déstabiliser les organisations. Ou bien, tenant compte la dette publique élevée et les conséquences de notations des agences internationales, le système bancaire est enclin à des décisions qui altèrent la liquidité des entreprises : crédits défavorables, restrictions, gel de ressources, entre autres.

EL SALVADOR

Contexte et opportunités

El Salvador est sous la loupe de nombreux observateurs et sous celui de l'opinion publique mondial depuis l'arrivée du président Nayib Bukele. Réputé pour être l'un des pays les plus violents au monde, à cause des gangs de quartier, il est aujourd'hui l'un des plus sûrs. La recette Bukele, le dictateur le plus populaire de continent, semble donner des résultats, malgré les méthodes autoritaires et arbitraires qui frôlent les droits de la personne. Ancien homme d'affaires, procédant d'une famille aisée, il est à la tête du pays depuis 2019, sous les drapeaux de la sécurité et de la restructuration institutionnelle.

Certes, El Salvador n'a pas le potentiel qui pourrait avoir l'Argentine. Il a des opportunités ciblées sur des points qui découlent de la sécurité : le tourisme, les PME, la main-d'œuvre à des prix raisonnables, les investissements régionaux, les coûts maitrisés, la proximité des États-Unis. Le tourisme est sans doute l'un des trésors les plus convoités, grâce à ses plages, le climat stable, ses volcans. Ces derniers, présentent aussi la particularité de générer une spécificité salvadorienne : la géothermie, aspect non négligeable au moment de l'optimisation énergétique.

Pour les entreprises américaines qui souhaitent quitter l'Asie (l'atelier du monde), El Salvador semble une bonne option en secteurs tels que le textile, l'habillement, certains composants électroniques, l'emballage ou l'assemblage. Le pays compte avec une population jeune et potentiellement bilingue (anglais/espagnol).

Menaces

Pour une entreprise française souhaitant s'implanter au Salvador, l'environnement actuel présente un paradoxe marqué : une sécurité publique considérablement améliorée grâce au "Modèle Bukele", mais au prix d'une insécurité institutionnelle et d'une érosion de l'État de droit qui peuvent peser sur les investissements à long terme.

Le régime de Nayib Bukele a transformé le cadre législatif et judiciaire, ce qui crée une incertitude pour les acteurs économiques habitués aux normes démocratiques internationales.

- *Érosion de l'État de droit* : Le gouvernement a procédé à une concentration massive des pouvoirs, notamment en remplaçant les juges de la Cour suprême et en affaiblissant l'indépendance judiciaire. Pour une entreprise, cela signifie qu'en cas de litige, le système judiciaire pourrait favoriser les intérêts politiques plutôt que la lettre du droit.
- *État d'exception permanent* : Le Salvador vit sous un régime d'exception depuis mars 2022, renouvelé plus de 26 fois. Ce régime suspend des garanties fondamentales, dont l'inviolabilité des communications et de la correspondance (Art. 24 de la Constitution), ce qui peut poser des problèmes de confidentialité des données pour les entreprises.
- *Absence de transparence* : De nombreuses informations gouvernementales et dépenses publiques sont désormais classifiées comme "secrètes" ou ne sont pas enregistrées. Cette opacité complique l'analyse de marché et le suivi des appels d'offres publics.

Risques

Au-delà de la sécurité physique des employés, les entreprises s'exposent à des risques financiers et d'image.

- *Risque de réputation* (Droits de l'Homme) : Les violations documentées des droits humains — arrestations arbitraires massives (2 % de la population), torture et décès en détention — font l'objet d'une surveillance internationale étroite par des ONG et des instances comme la CIDH. Une collaboration trop étroite avec l'État pourrait nuire à l'image de marque d'une entreprise française soumise à des normes d'éthique RSE.
- *Volatilité financière et dette :* La dette publique a atteint des records historiques, et bien que Bukele mise sur des technologies comme le Bitcoin, l'économie réelle souffre d'une augmentation du taux de pauvreté (passé de 4,5 % à 7,8 % entre 2019 et 2021).
- *Tensions géopolitiques* : Le rapprochement avec la Chine (accord de libre-échange, mégaprojets financés par Pékin) crée des tensions avec les États-Unis, premier partenaire commercial de la région, qui imposent parfois des sanctions à des responsables salvadoriens pour corruption.

Préconisations

Pour naviguer dans ce contexte, les entreprises doivent adopter une approche prudente et stratégique :

- *Diligence raisonnée (Due Diligence) renforcée :* Il est crucial de mener des audits approfondis sur les partenaires locaux pour s'assurer qu'ils ne sont pas impliqués dans des réseaux de corruption ou des activités de "Mano Dura" déguisées.
- *Protection des données et communications* : Compte tenu de la suspension du droit à la vie privée sous l'état d'exception, les entreprises doivent renforcer leurs protocoles de cybersécurité pour protéger leurs secrets industriels et leurs données sensibles.
- *Neutralité politique et veille médiatique* : La communication de Bukele est extrêmement agressive sur les réseaux sociaux (X, Tik-Tok) et vise souvent les critiques étrangères. Les entreprises doivent maintenir une communication strictement institutionnelle pour éviter d'être prises pour cibles par la rhétorique populiste du régime.
- *Surveillance des sanctions internationales* : Étant donné le refroidissement des relations avec Washington, les investisseurs doivent surveiller l'évolution des listes de sanctions américaines qui pourraient affecter des transactions financières ou des partenaires salvadoriens.

- *Anticipation du long terme :* Si la sécurité immédiate est un atout, l'absence de réformes structurelles pour traiter les racines de la violence (pauvreté, manque d'opportunités) fait craindre une instabilité future si le modèle sécuritaire actuel s'essouffle.

Conclusion générale

L'Amérique latine ne cesse pas de muter. Deux cents ans après le début de vie républicaine, les divers pays présentent des particularismes liés à des circonstances locales (géographie, ressources naturelles, migration de populations, pratiques politiques...). Pourtant, un constat est commun à tous les pays : dès leurs débuts, ces États-Nation souverains, présentent des symptômes préoccupants. La promesse évolutive érigée par les « *libertadores* » vis-à-vis de la couronne espagnole, n'a pas été honorée ; les nouveaux pays démarrent désorientés, appauvries, soumis dans le chaos institutionnel et sans objectifs claires pour l'avenir. Les nombreuses guerres civiles du XIXe siècle sont le constat irréfutable.

Deux siècles après, malgré les avancées démocratiques et la diversification économique, la situation semble identique. À vrai dire, l'ancien modèle mercantiliste propre de l'Europe coloniale, n'a jamais été abandonné. Le modèle économique latino-américain est une copie conforme du modèle de l'ancien régime espagnol : poids démesuré de l'État dans l'économie, bureaucratie écrasante et corrompue, normatifs absurdes, protectionnisme démagogique, manipulations politiques, privilèges, monopoles. Les oligarchies actuelles ont pris la place de l'ancienne monarchies espagnole (Acemoglu et Robinson, 2012).

A vrai dire, l'Amérique latine n'a que rarement expérimenté le modèle libéral. À l'exception de l'Argentine sous la constitution d'Alberdi en 1853, des mesures libérales des technocrates chiliens — les Chicago boys — en 1975 ou de la présidence d'Uribe en Colombie en 2002, les autres pays n'ont pas cessé de vivre sous des pratiques mercantilistes créoles qui ont donné naissance au célèbre appellatif de *républiques bananières* (O'Henry, 1904).

Les entreprises et les investisseurs doivent ajuster ses pratiques à cette réalité. On souligne le retour de la pendule dans des nombreux pays : Milei, en Argentine, souhaite réhabiliter la prospérité du pays des années 1900, à partir de la formule d'Alberdi, avec un État réduit et efficace. Les attentes sont grandes au Chili avec l'arrivée de Kast, et dont les objectifs sont semblables : minimisation de l'État, réduction des impôts, rétrécissement du parlement et la relance de l'économie de marché. On attend la restauration démocratique au Venezuela, et avec elle la relance de son économie. Pour la Colombie, les échéances

électorales de 2026, seront décisives ; si la continuité de gauche l'emporte, on pronostique le naufrage du pays en eaux troubles d'un socialisme criminel allié des bandes armées du pays. Si l'opposition de droite l'emporte, on prévoit des débuts difficiles, le temps de la reconstruction après le saccage de quatre ans de destruction institutionnelle, puis l'avancement vers une économie de libre-marché et de sécurité civile et institutionnelle.

Peu à peu le continent reprend le contrôle des marchés. Reste à connaitre les destins du Mexique et du Brésil pour l'essentiel, pays qui portent actuellement leurs politiques sur des économies planifiées dans une ambiance d'insécurité croissante et difficile à maitriser.

***Par Fernando MONROY**, Enseignant-chercheur Hispaniste. Histoire et civilisations,*
***Daniela MOREAU** et **Mathilde GOURGEON**, étudiante en Master Histoire, Relations Internationales* dans le cadre de La conférence Regards croisés du 8 décembre 2025, portée par le Think Tank entre le Comité des conseillers du Commerce extérieur (CCE) des Hauts-de-France et la Chaire de Recherche en Mondes Émergents (CReME) de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université Catholique de Lille. www.flsh.fr

Bibliographie

ACEMOGLU et ROBINSON, *Por qué fracasan los países*, Barcelona: Deusto 20122012

BATRA Ravi, *La grand crise de 1990*, Paris : First 1988

HAYEK Friedrich, *La route de la servitude*, Paris : PUF 1985

KAISER Axel, *La fatal ignorancia; La anorexia cultural de la derecha frente al avance ideológico progresista*, Madrid: Union Editorial S.A. 2014

O. HENRY, *Cabbages and kings*, New York: Doubleday, page & Company, 1904

RANGEL Carlos, *Del buen salvaje al buen revolucionario*, Bogotá: Círculo de lectores 1975

REVEL Jean- François, *La Grande Parade, Essai sur la survie de l'utopie socialiste,* Paris : Plon 2000